

**Missions légales de commissariat aux comptes portant sur  
le contrôle et la certification des comptes annuels de  
l'ANCT pour les exercices comptables 2026-2031**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**- CCP-**

**ACHETEUR**

**Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)**

20 avenue de Ségur,

TSA 10717 -75334 PARIS Cedex 07

Représenté par Monsieur Henri PREVOST, Directeur général

[www.anct.gouv.fr](http://www.anct.gouv.fr)

## SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ ET PRÉSENTATION DE L'ANCT</b>	<b>3</b>
1.2 CADRE GÉNÉRAL	3
1.3 RÔLE ET MISSIONS DE L'ANCT	4
1.4 ORGANE DE GOUVERNANCE	4
1.5 L'AGENCE COMPTABLE	5
<b>ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 FORME ET DURÉE DU MARCHÉ</b>	<b>6</b>
3.1 FORME DU MARCHÉ	6
3.2 DURÉE DU MARCHÉ	6
<b>ARTICLE 4 MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
4.1 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ	7
4.2 MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
<b>ARTICLE 5 CONTENU DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
5.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE LA MISSION LÉGALE	8
<b>ARTICLE 6 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
6.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
6.1.1 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ	9
6.1.2 VEILLE NORMATIVE	10
6.2 RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE	10
<b>ARTICLE 7 CONTENU DES PRIX</b>	<b>10</b>
LES PRESTATIONS SONT REMUNÉRÉES PAR UN PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE.	10
.	10
7.1 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	11
7.2 NATURE ET VARIATION DU PRIX	11
<b>ARTICLE 9 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ</b>	<b>12</b>
9.1 AVANCE	12
9.2 RETENUE DE GARANTIE	12
<b>ARTICLE 10 PÉNALITÉS</b>	<b>12</b>
10.1. – PÉNALITÉS DE RETARD	13
10.2. – AUTRES PÉNALITÉS	13
<b>ARTICLE 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ</b>	<b>14</b>
11.1 MODALITÉS DE RÈGLEMENTS	14
11.2 FACTURATION	14
11.3 DÉLAI DE PAIEMENT	15
<b>ARTICLE 12 DOCUMENTS À PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ</b>	<b>15</b>
12.1 DOCUMENTS FISCAUX ET SOCIAUX	15
12.2 LISTE NOMINATIVE DES SALARIÉS ÉTRANGERS	16
12.3 MODIFICATIONS DANS LA STRUCTURE DU TITULAIRE	16
12.4 ASSURANCE	16
12.6 SOUS-TRAITANCE ET RECOURS À DES PROFESSIONNELS EXTERNES	17
<b>ARTICLE 13 RESILIATION</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14 INTERPRÉTATION / DROIT APPLICABLE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15 LANGUE APPLICABLE AU MARCHÉ</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16 TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE</b>	<b>18</b>

## ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ ET PRESENTATION DE L'ANCT

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la mission légale de Commissariat aux comptes et de son suppléant pour l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) hors filiales

A ce titre, le Commissaire aux comptes effectue le contrôle légal (surveillance, vérification de la pertinence, de la régularité et de la sincérité des comptes) et la certification légale des comptes financiers de l'ANCT dans les conditions prévues par les lois et décrets en vigueur

La mission s'inscrit dans un objectif de certification des comptes annuels, mais également de fiabilisation de l'information financière produite par l'Agence

**Le présent CCP s'applique au marché de commissariat aux comptes portant sur le contrôle et la certification des comptes annuels de l'ANCT (hors filiales) pour les six exercices comptables 2026-2031.**

### *1.2 Cadre général*

Le marché actuel est arrivé à échéance à l'issue du Conseil d'administration de l'Agence du 12 mars 2026, approuvant les comptes financiers 2025.

Le présent CCP prévoit donc la réalisation des prestations relatives à l'exercice 2026 et suivants.

Le cas échéant, un transfert d'informations sera prévu entre le titulaire sortant et le nouveau titulaire.

Le nouveau titulaire devra prendre connaissance des éléments transmis afin d'assurer la continuité de la mission dans de bonnes conditions et de disposer d'une compréhension suffisante de l'environnement comptable, financier et fiscal de l'ANCT.

#### **Cadre réglementaire**

Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques (APU) au sens du règlement européen du 25 juin 1996 et, sous réserve des dispositions de leurs statuts, pour les organismes non APU.

### **1.3 Rôle et missions de l'ANCT**

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) est un établissement public français créé en 2019 et en fonctionnement depuis le 1er janvier 2020.

Son action cible prioritairement les territoires caractérisés par des contraintes géographiques, des difficultés en matière démographique, économique, sociale, environnementale ou d'accès aux services publics.

#### **Concrétiser les projets de territoire**

L'ANCT facilite l'accès des collectivités locales aux ressources nécessaires pour concrétiser leurs projets (ingénierie technique et financière, partenariats, subventions). Cette mission est rendue possible par un mode d'intervention à travers son délégué territorial, préfet de département.

#### **Connaître les territoires pour s'adapter à leurs besoins**

L'ANCT veille à la prise en compte des spécificités de chaque territoire, en particulier des plus fragiles, pour permettre à l'action publique locale de se déployer là où elle a besoin d'appui de l'État. Pour cela, elle produit et diffuse de la connaissance sur les enjeux locaux et les difficultés rencontrées au sein de chaque territoire. Grâce à son action de production de connaissance, elle met en lumière les spécificités de chaque territoire et les défis auxquels ils font face afin de renforcer l'efficacité des politiques territoriales qui y sont menées.

#### **Assurer le bon fonctionnement des programmes nationaux**

L'Agence nationale de la cohésion des territoires décline et coordonne les priorités ministérielles dans le cadre des programmes nationaux territorialisés comme France services, Action cœur de ville, Petites villes de demain ou Territoires d'industrie). Ainsi ces programmes ont différents objectifs :

- Accélérer les transitions (écologique, démographique, économique).
- Revitaliser les centres-villes.
- Redynamiser le tissu industriel.
- Renforcer l'accès à l'emploi et aux services publics.
- Soutenir la réussite éducative.
- Assurer la couverture numérique du territoire.
- Développer l'équité territoriale (politique de la ville et ruralité).

### **1.4 Organe de gouvernance**

L'organe de gouvernance de l'ANCT est son conseil d'administration doté d'un président et d'un vice-président et de 33 membres. Le conseil d'administration a l'obligation de se réunir au minimum trois fois par an. Il délibère notamment sur les orientations générales de l'établissement et des programmes d'appui ; du budget initial et de ses modifications, des emprunts, du compte financier et de l'affectation du résultat de l'exercice ; des créations, cessions ou suppressions de filiales et des acquisitions, extensions et cessions de participations.

Le siège de l'ANCT est situé à Paris (75007) mais l'ANCT dispose également de plusieurs implantations géographiques sur le territoire : Lille (ex-EPARECA), Marseille (ex-EPARECA), Lyon (ex-EPARECA), Grenoble (Commissariat de Massif), Clermont Ferrand (Commissariat de Massif), Besançon (Commissariat de Massif), Toulouse (Commissariat de Massif) et Epinal (Commissariat de Massif).

### **1.5 L'agence comptable**

L'agence comptable est l'interlocuteur privilégié du commissaire aux comptes durant sa mission. Ses bureaux sont situés à Lille.

L'Agence comptable est la cellule support des activités comptables de l'Agence, chargée notamment de prendre en charge et assurer le recouvrement des recettes de l'établissement, d'assurer le paiement des dépenses « fournisseurs » et « déplacements » de l'établissement, de procéder aux déclarations fiscales de l'établissement et des filiales, de procéder au contrôle préalable à la mise en paiement des rémunérations mensuelles, de la gestion comptable de l'actif, notamment en matière d'immobilisations, de la tenue de la comptabilité générale et budgétaire de l'établissement, d'assurer un suivi de la soutenabilité budgétaire et de la situation de la trésorerie, d'établir le compte financier de l'établissement et de la tenue de la comptabilité privée des filiales de l'établissement.

### **16 Chiffres clés**

Budget : 130 millions  
ETP 320

**Depuis le 01 janvier 2025, l'ANCT a un budget annexe qui comptabilise ses opérations immobilières.**

## **ARTICLE 2      PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante et par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I.

- l'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuellement opérées par voie d'avenant,
- le Cahier des Clauses Particulières « CCP
- le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire « DPGF »,
- le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat,
- les Actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Les originaux sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seule foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Cette liste n'est pas limitative, le titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

## **ARTICLE 3      FORME ET DUREE DU MARCHÉ**

### **3.1 *Forme du marché***

Le présent marché est conclu à prix forfaitaire selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L2121-1 et L2124-2, R 2161-3 al 2 et R 2161-5, est

Conformément à l'article L 2113-11, le présent marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes

### **3.2 *Durée du marché***

Le présent marché est passé pour une durée couvrant six exercices comptables à compter de la notification au titulaire.

Les dates d'exécution des prestations sont celles définies dans le plan de mission prévisionnel qui sera remis à l'issue de la phase de Prise de connaissance initiale. Ces dates ont un caractère impératif, compte tenu des contraintes liées au planning d'arrêté des comptes. Une lettre de mission devra aussi être remise avant l'intervention de la phase intérimaire prévoyant la liste des intervenants.

Le marché prendra effet à compter de la nomination des Commissaires aux Comptes par le Conseil d'Administration de l'ANCT qui statuera sur proposition du Directeur Général de l'ANCT, personne habilitée à signer les marchés.

Le marché prendra fin après la délibération du Conseil d'Administration de l'ANCT qui adoptera les comptes de l'exercice 2031.

## ARTICLE 4 MISE EN OEUVRE DES PRESTATIONS

### *4.1 Conditions d'exécution du marché*

L'exécution des prestations aura lieu à Paris, siège de l'ANCT et à Lille siège de l'agence comptable.

#### Les représentants de l'ANCT :

- Mettront à la disposition du commissaire les documents nécessaires à la réalisation l'ensemble de leurs missions
- Faciliteront en tant que de besoin l'obtention des informations et renseignements dont les prestataires pourront avoir besoin

#### Le commissaire aux comptes :

- Exercera sa mission dans le respect de la norme d'exercice professionnelle (NEP 200) relative aux principes applicables à l'audit des comptes mise en œuvre dans le cadre de la certification des comptes annuels homologuée par arrêté du 19 juillet 2006 publié au J.O n°176 du 1<sup>er</sup> août 2006.
- Exercera sa mission dans le respect des règles suivantes :
  - L'impartialité,
  - L'indépendance,
  - Le secret professionnel (sous réserve des dispositions du Code de Commerce),
  - L'interdiction de s'immiscer dans la gestion de l'ANCT
  - En outre, le titulaire du marché s'engage également à apporter tout au long de la période son analyse sur les propositions de modifications comptables que le pouvoir adjudicateur envisage.

### *4.2 Modalités d'exécution des prestations*

Les prestations de nature forfaitaire sont définies à l'article 5 du présent document et exécutables dès la notification du marché.

Le titulaire désigne nommément dans son offre un référent en charge de l'exécution des prestations objet du marché ainsi qu'une équipe dédiée, adaptée tant en compétences qu'en terme d'effectif.

Dans le cas où le référent ou l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'ANCT et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'ANCT un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, le niveau et les diplômes une semaine avant le 1<sup>er</sup> jour de l'intervention finale et une semaine avant le 1<sup>er</sup> jour de l'intervention intérimaire.

Le remplacement ne peut s'opérer que par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et possédant une connaissance suffisante des prestations déjà effectuées.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'ANCT, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'ANCT récusé le remplaçant, le titulaire

dispose d'une semaine pour proposer un autre remplaçant par dérogation à l'art. 3.4.3 du C.C.A.G. P.I.

La décision de récusation prise par l'ANCT est motivée. En effet, dans un souci d'assurer un dialogue optimum avec le prestataire, l'ANCT sera attaché à la stabilité des équipes intervenantes

Le maintien des équipes d'un exercice à l'autre concernera les niveaux associés, manager ou directeur de mission, chef de mission et collaborateur senior.

Le prestataire devra ainsi déterminer le % de stabilité des équipes qu'il s'engage à maintenir sur les niveaux des intervenants décrits ci-dessus

## **ARTICLE 5      CONTENU DES PRESTATIONS**

### ***5.1 Description des prestations de la mission légale***

Conformément aux dispositions encadrant la profession, le commissaire aux comptes assurera les missions suivantes :

- Exprimer leur opinion sur la régularité et la sincérité des comptes annuels
- L'audit des comptes annuels selon les règles et principes comptables français,
- Les vérifications des concordances des informations financières avec les comptes annuels,
- Les diligences spécifiques permettant d'émettre, le cas échéant, les autres rapports prévus par les textes légaux ou réglementaires

Les travaux seront conduits selon les normes d'exercice professionnel et la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC).

Les missions portent sur les comptes des exercices 2026 à 2031.

#### **Les prestations se décomposent de la manière suivante :**

##### **1- Planification et prise de connaissance initiale :**

Prise de connaissance de l'environnement interne et externe de l'ANCT, prise de connaissance de l'activité, des sujets en cours

##### **2- Phase intérimaire :**

Analyse des procédures et tests de contrôle interne, anticipation des sujets d'actualité et des éventuelles problématiques identifiées. Cette phase devra permettre également d'appréhender les évolutions réglementaires ayant un impact dans le cadre de l'arrêté des comptes.

Cette prestation fera l'objet d'un rapport et d'une réunion de restitution des travaux de la phase d'intérim.

##### **3- Phase pré-finale :**

Revue analytique donnant une approche plus précise des comptes en instance d'arrêté. Selon l'organisation actée entre le titulaire et l'ANCT, cette phase pourra être ou non conduite.

##### **4- Phase finale :**

Réalisation des diligences et établissement du rapport légal de certification des comptes  
Cette prestation fera l'objet de réunions de restitution des travaux de la phase finale ainsi que d'une réunion d'arrêté des comptes par le Directeur Général



Le travail de contrôle effectué, le titulaire veillera à présenter une synthèse et ses différentes observations à l'occasion de réunions. Les documents de présentation devront être communiqués à l'ANCT au minimum 2 jours ouvrés avant la réunion.

- **remise des rapports**
- **Conseil d'Administration**

Dans le cadre des prestations, l'ANCT pourra se rapprocher du titulaire pour la validation des options prises par l'ANCT dans les domaines fiscaux, juridiques et comptables dans le cadre de l'arrêté des comptes intermédiaires ou finals, dont le délai de réponse ne devra pas dépasser 10 jours ouvrés.

Le calendrier d'exécution de ces prestations du plan de mission prévisionnel proposé par le titulaire du présent marché à l'issue de la phase de prise de connaissance initiale doit tenir compte des délais inscrits au présent article pour les prestations intitulées Phase finale et Conseil d'Administration ainsi que des délais de présentation des documents ou de réalisation des prestations inscrits à l'article 10.1. Ce calendrier transmis avec la lettre de mission sera validé par l'ANCT.

## **ARTICLE 6 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

### ***6.1 Obligations du titulaire***

#### ***6.1.1 Obligations de confidentialité***

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les supports informatiques fournis par l'ANCT et tous les documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'ANCT.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (art 226-13 du Code Pénal). Conformément à l'article 32 du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dans sa version issue de l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018, le titulaire du présent marché s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et notamment d'empêcher que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, notamment :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché,
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché

L'ANCT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code Pénal.

L'ANCT pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

#### **6.1.2 Veille normative**

Le titulaire doit informer l'ANCT sur l'évolution de la réglementation liée à la prestation. La veille normative doit permettre d'adapter en permanence les équipements et la prestation qui est liée en suivant l'évolution de la réglementation relative aux installations et équipements couverts par le contrat.

#### **6.2 Responsabilités du titulaire**

Le titulaire doit accomplir ses missions dans le respect des principes suivants : Intégrité, impartialité, compétence, indépendance, confraternité et discrétion.

Dans la conduite de ses missions, le commissaire aux comptes veillera au respect de ces principes, mais également des règles régissant la conduite de ses missions et définies notamment par les Normes d'Exercice Professionnel.

Outre la responsabilité disciplinaire, le commissaire aux comptes est responsable, à l'égard de l'ANCT des conséquences dommageables des fautes et négligences qu'il peut commettre dans l'exercice de ses fonctions (investigation insuffisante, certification d'un bilan inexact, etc.)

### **ARTICLE 7 CONTENU DES PRIX**

Les prix sont réputés comprendre les frais énoncés à l'article 10.1.3 du CCAG PI et autres charges frappant obligatoirement les prestations, les frais relatifs aux déplacements, restauration, hébergements, aux assurances, aux reprises de livrable le cas échéant, de reproduction tant support papier qu'informatique, présence aux réunions, frais de correspondance et/ou téléphonique, de secrétariat, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

***Les prestations sont rémunérées par un prix global et forfaitaire.***

.

### **7.1 Mois d'établissement des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

### **7.2 Nature et variation du prix**

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes. Ils sont exprimés en euros (€) hors TVA.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

En cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules et à défaut de dispositions légales ou réglementaires permettant leur rattachement aux anciens, les nouveaux paramètres seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, mercuriales ou tout autres termes de comparaison courante.

Le choix des nouveaux paramètres sera notifié par avenant.

La révision s'opère à la hausse ou à la baisse.

Il appartient au titulaire du marché de procéder à la révision des prix.

Pour ce faire, il soumet à l'approbation du pouvoir adjudicateur les nouveaux prix pour donner suite à la révision. Les prix révisés doivent être transmis 15 jours avant la date d'anniversaire de la notification du marché.

Les prix devront être accompagnés du détail de calcul et des justificatifs afférents pour le calcul de la formule.

Si le titulaire ne communique pas de nouveaux tarifs dans les délais annoncés, les tarifs précédents resteront en vigueur.

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par un titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire concerné pour corriger ces éléments.

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à répondre dans un délai de 15 jours à compter de la réception du prix révisé.

Si le nouveau tarif est accepté, il entre en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Le nouveau tarif deviendra pièce contractuelle du marché.

## **ARTICLE 9        CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **9.1 Avance**

Une avance est accordée au titulaire lorsque les conditions prévues par le Code de la commande publique sont réunies.

Le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial TTC du marché, sauf disposition particulière ci-après.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est fixé à 10 % du montant de référence de l'avance, .

L'avance est versée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Elle est mandatée à compter de la notification du marché ou, lorsque le marché le prévoit, à compter de la notification de l'acte prescrivant le commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les acomptes et le solde. Pour une avance inférieure ou égale à 30 % du montant TTC du marché, le remboursement débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC des prestations confiées au titulaire.

Le remboursement est intégralement achevé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant TTC des prestations confiées au titulaire. Cette stipulation constitue la règle contractuelle applicable au présent marché

### **.9.2 Retenue de garantie**

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

## **ARTICLE 10        PENALITES**

Les modalités d'application des pénalités du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-P.I.

Pour l'application des pénalités de retard, celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements de délai, le lendemain du jour où le délai est expiré, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire du présent marché sera défalqué directement par l'ANCT, du montant des prochaines factures présentées par le titulaire.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités ne sont pas plafonnées.

### 10.1. – Pénalités de retard

En cas de retard du Titulaire dans la présentation des documents ou pour la réalisation de ses prestations :

Prestations	Délais	Montant de la pénalité par jour calendaire
Remise du rapport général du CAC sur les comptes annuels	Délais de 30 jours ouvrés avant la date de présentation des comptes au Conseil d'Administration	50€/jour de retard
Délais de réponse à une question concernant les options d'arrêté des comptes en matière fiscale, juridique et comptable	Délais de 10 jours ouvrés	
Remise du document de synthèse de la mission intérimaire	2 jours ouvrés avant la réunion de synthèse de la mission intérimaire	
Remise du document de synthèse de l'intervention finale	2 jours ouvrés avant la réunion de synthèse de la mission finale	
Transmission de la lettre de mission accompagnée de la liste des intervenants	avant le début de l'intervention intérimaire	
Délai de prévenance en cas de changement d'intervenant sur la mission intérimaire	Une semaine avant l'intervention intérimaire	
Délai de prévenance en cas de changement d'intervenant sur la mission finale	Une semaine avant l'intervention finale	

Les jours à prendre en compte sont des jours ouvrés.

i

Prestation	Critère	Montant de la pénalité (mode de calcul)
Respect de l'engagement de maintien des intervenants d'un exercice à l'autre	Le calcul du % de maintien réel de l'équipe sera rapproché du % proposé initialement par le prestataire du lot – ce calcul sera effectué au terme des 6 exercices écoulés	5% des honoraires de l'exercice considéré

### 10.2. – Autres pénalités

Autres pénalités	Calcul de la pénalité	Indicateur
	Par obligation non respectée	

Autres pénalités	Calcul de la pénalité	Indicateur
	Par obligation non respectée	
Documents fiscaux et sociaux	300 € par jour calendaire de retard	Constat de l'ANCT
Liste nominative des salariés étrangers	300 € par jour calendaire de retard	Constat de l'ANCT
Attestation d'assurance	300 € par jour calendaire de retard	Constat de l'ANCT
Sous-traitance occulte	8 000 € et/ou résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire	Constat de l'ANCT

## ARTICLE 11 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

### 11.1 Modalités de règlements

Le titulaire aura la faculté de demander le versement d'un acompte égal à 50% du montant des honoraires de l'exercice prévus au regard du détail du prix global et forfaitaire.

Cet acompte ne pourra être demandé qu'après la tenue de la réunion de restitution de la mission intérimaire et la remise du rapport intérimaire validé par l'ANCT.

Un deuxième acompte égal à 35% du montant des honoraires de l'exercice ne pourra être facturé qu'après la tenue de la dernière réunion de restitution des travaux de la phase finale et la remise de la synthèse des travaux validée par l'ANCT.

Le solde de la mission (soit 15%) sera exigible à la remise du rapport générale validé par l'ANCT qui fera l'objet de l'approbation des comptes annuels par le Conseil d'Administration relative à ce même exercice.

### 11.2 Facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original et portent les mentions suivantes :

La désignation des parties contractantes (nom et adresse)

Le numéro et l'intitulé du marché,

La date et la référence de la facture,

Les prestations facturées avec leur montant,

Le montant total H.T,

Le montant total T.T.C,

Le taux de TVA et le montant de la TVA,

Le montant de l'avance versée, le cas échéant,

Le montant de l'acompte versé, le cas échéant

Le numéro de compte bancaire, conforme au RIB produit par le titulaire

**Les factures devront être impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants :**

**- Identifiant « service » de l'ANCT : 13002603200016**

**- le code service « SFACT » (service facturier de l'ANCT)**

Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.

Aucun paiement ne pourra s'effectuer si les livrables ne sont pas conformes et les factures seront rejetées par le service facturier et renvoyées au fournisseur.

Le mode de paiement est effectué exclusivement par virement sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB ou RIP fourni par le titulaire.

### **11.3 Délai de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage..

## **ARTICLE 12 DOCUMENTS A PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **12.1 Documents fiscaux et sociaux**

Afin de faciliter et de sécuriser la remise des documents ci-dessous, l'ANCT met à la disposition du titulaire une plateforme en ligne « e-Attestations ».

Tous les documents administratifs listés au présent article sont à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations**. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

Le titulaire, conformément à l'article 18-III du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005, devra produire, **tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les documents suivants:

#### **Dans tous les cas :**

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (article D 8222-5-1°-a du code du travail).
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (*article D 8222-5-1°-b du code du travail*).

#### **Dans le cas** où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

✚ **Dans le cas** où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D 8222 -5-1°-b du code du travail).

✚ **Le candidat, qui est établi ou domicilié dans un État étranger** (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, se conformera aux dispositions de la rubrique G du formulaire NOT11 concernant les documents et attestations à fournir obligatoirement.

Des pénalités pourront être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. Le montant de ces pénalités est fixé à 200 euros par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10 % du montant du marché et 75.000,00 euros.

### **12.2 Liste nominative des salariés étrangers**

La liste nominative des salariés étrangers est à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations**. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

Le titulaire, conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du travail, devra produire, tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production de cette liste, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire."

### **12.3 Modifications dans la structure du titulaire**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ANCT les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de non communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

### **12.4 Assurance**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.



Le titulaire doit justifier, avant la signature du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Toutes les attestations d'assurance attendues des titulaires et de leurs sous-traitants sont à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations**. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

Le titulaire doit renouveler la production de ces documents dès l'échéance de validité des documents précédemment transmis, sur la plateforme dématérialisée E-Attestations.

### **12.6 Sous-traitance et recours à des professionnels externes**

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par le titulaire sont :

Les prestations effectuées par un professionnel externe, communément qualifiée de « sous-traitance », ne relèvent pas de la notion de sous-traitance telle que définie à l'article 1er de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 (avis du 24 juin 2010 du H3C). (Haut Conseil du Commissariat aux Comptes). Version consolidée au 16 janvier 2019.

En application de l'article L. 823-13 du code de commerce, les commissaires aux comptes peuvent se faire assister par des experts ou des collaborateurs qui peuvent appartenir à la structure d'exercice professionnel détentrice du mandat ou être des personnes « externes » à celle-ci. Un certain nombre de conditions doivent être respectées pour que le recours à des collaborateurs « externes » soit conforme aux dispositions légales et réglementaires et notamment à celles du code de déontologie. Pour l'accomplissement des missions de certification, le titulaire peut avoir recours à des professionnels n'appartenant pas à sa structure d'exercice professionnel.

Cette opération n'entre pas dans le champ d'application de la loi 75-1334 sur la sous-traitance du 31 décembre 1975.

En cas de **recours à un expert, ce dernier** doit posséder une qualification et une expérience dans un domaine particulier autre que la comptabilité et l'audit (NEP 620 « Intervention d'un expert ») ;

**Le recours à un collaborateur-** Le commissaire aux comptes peut recourir à un professionnel qui possède une qualification dans le domaine de la comptabilité et de l'audit et qui peut réaliser des travaux pour son compte, charge à lui de s'assurer que le collaborateur dispose des compétences appropriées et qu'il reçoit une formation adéquate (c. déont. art. 7).

## **ARTICLE 13 RESILIATION**

Compte tenu de la spécificité de la mission du commissaire aux comptes, la résiliation du marché ne pourra intervenir qu'en cas de récusation du commissaire aux comptes titulaire dans les conditions de l'article L. 823-6 du code de commerce, ou de révocation conformément à l'article L. 823-7 du même code.

Dans ces deux cas, le commissaire aux comptes suppléant remplace automatiquement et sans formalités particulières le commissaire aux comptes titulaire.

La récusation ou la révocation pourront notamment être demandées auprès du Tribunal de Commerce :

- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 17-II et 18 du décret 2005-1742 du 30 décembre 2005 et aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire.
- dans le cas où le titulaire ne produirait pas les pièces de l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 du Code du travail tous les six mois à compter de la notification du marché.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans le cas où cette résiliation serait justifiée par un motif d'intérêt général. Le titulaire ne pourra alors prétendre à aucune indemnisation

#### **ARTICLE 14      INTERPRETATION / DROIT APPLICABLE**

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

#### **ARTICLE 15      LANGUE APPLICABLE AU MARCHÉ**

- Si le Titulaire est de nationalité française :

Les pièces constitutives du marché sont rédigées en français.

Durant l'exécution du marché, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

- Si le titulaire est de nationalité étrangère :

Les pièces constitutives du marché doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires.

Durant l'exécution du marché, la langue française sera imposée pour la rédaction de la version définitive des livrables associés aux prestations du titulaire.

#### **ARTICLE 16      TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

Conformément à l'article R 312-11 du Code de Justice Administrative, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif de Paris, dans le ressort duquel est domicilié l'ANCT.